

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Sénégal : des manifestants réclament la libération des "détenus politiques"

Josiane MBANG NGUEMA (source AFP)
Libreville/Gabon

Plusieurs centaines de Sénégalais ont manifesté vendredi pour exiger la libération de ce qu'ils estiment être des "détenus politiques", arrêtés lors de récents troubles dans le pays, a constaté un journaliste de l'AFP.

"Libérez Sonko", "Libérez les otages", "à bas la dictature", scandaient des manifestants, dont quelques uns étaient munis de drapeaux russes, au milieu d'une foule rassemblée dans la banlieue dakaroise dans le bruit des vuvuzelas, sifflets et klaxons.

Cette manifestation à l'appel du "Mouvement des forces vives du Sénégal F24", collectif qui regroupe des dizaines d'organisations politiques et de défense des droits, est l'une des rares autorisées par les autorités depuis les troubles début juin liés

à la condamnation de l'opposant Ousmane Sonko dans une affaire de mœurs, les pires qu'ait connu le pays depuis des années.

Le ministre de la Justice avait chiffré à "environ 500" le nombre de personnes détenues en lien avec les troubles survenus en 2023, le parti de l'opposant Sonko évaluant à plus de 1.000 le nombre de ces "prisonniers politiques".

"Je suis venu pour exiger la libération de tous les détenus politiques. On ne veut plus d'une justice à deux vitesses", a affirmé Birame Gueye, 61 ans, propriétaire d'une entreprise de location de voiture.

Certains brandissaient des pancartes à l'effigie de M. Sonko, détenu depuis fin juillet sous différents motifs dont "appel à l'insurrection". Celui-ci a repris récemment sa grève de la faim et est dans un état "très faible" dans un service de réanimation d'un



Des centaines de Sénégalais étaient vendredi dans la rue.

hôpital de Dakar, selon l'un de ses avocats.

"Il y a un gouvernement qui donne l'air de vouloir la mort de Sonko, qui ne montre aucune humanité par rapport à sa souffrance. Faire d'Ousmane Son-

ko un martyr ne leur servira à rien", a déclaré à l'AFP Mamadou Mbodj, le coordonnateur de F24. Candidat à la présidentielle de février 2024, M. Sonko, 49 ans, troisième de la présidentielle de 2019, accuse le président

Macky Sall, qui s'en défend, de vouloir l'écartier du scrutin par des procédures judiciaires. M. Sall, élu en 2012 pour sept ans et réélu en 2019 pour cinq ans, a annoncé début juillet ne pas se représenter.

Guerre Israël-Hamas : intenses frappes israéliennes à Gaza, communications et internet coupés

JMN (source AFP)
Libreville/Gabon

L'armée israélienne mène depuis vendredi soir d'intenses bombardements, "sans précédent" depuis le début de la guerre, sur le nord de la bande de Gaza, notamment à Gaza-ville, selon des images de l'AFP et le mouvement islamiste palestinien Hamas.

Les communications et l'internet ont été coupés dans la bande de Gaza, selon le gouvernement du Hamas au pouvoir dans le territoire palestinien. Les frappes israéliennes ont commencé à 19H00 locales et se poursuivaient plus d'une heure plus tard.

Les bombardements "par air, mer et terre" sont "les plus violents depuis le début de la guerre" le 7 octobre, a indiqué le service de presse du gouvernement du Hamas, accusant Israël de "préparer des massacres".



Israël poursuit ses frappes sur Gaza.

Il s'agit des "plus importantes frappes" israéliennes contre la bande de Gaza depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas, déclenchée le 7 octobre par une attaque meurtrière et sans précédent du mouvement palestinien contre Israël, selon la chaîne de télévision publique israélienne Kan.

En riposte à ces frappes, la branche militaire du Hamas a annoncé sur la messagerie Telegram le tir de "salves de ro-

quettes en direction des terres occupées (Israël, NDLR) en réponse aux massacres contre les civils" dans le territoire palestinien de Gaza.

Selon les médias israéliens, des roquettes ont été tirées en direction de Tel-Aviv, du centre d'Israël et du nord de la Cisjordanie, territoire palestinien occupé par Israël. Un journaliste de l'AFP a entendu de fortes explosions dans le secteur de Ramallah, en Cisjordanie.

Burkina : une manifestation pour dénoncer des "restrictions de libertés" interdite

JMN (source AFP)
Libreville/Gabon

Une manifestation prévue mardi à Ouagadougou par un collectif de syndicats afin de dénoncer des "restrictions de libertés" a été interdite par la mairie de la capitale du Burkina Faso, qui invoque le "contexte sécuritaire" dans ce pays miné par les violences jihadistes.

Cette interdiction a été prise au regard d'"inquiétudes", notamment "les risques sérieux d'affrontements, les risques réels d'infiltration à la manifestation, l'accentuation de la fracture sociale entre les différentes composantes de la société", a-t-il justifié dans c un courrier adressé aux syndicats, le président de la délégation spéciale de la commune de Ouagadougou, Maurice Konaté. Lequel a appelé à "éviter tout trouble à l'ordre public dans un contexte sécuritaire déjà dif-



Maurice Konaté a interdit la manifestation des syndicats prévue pour mardi.

ficile".

L'appel à un rassemblement le 31 octobre au sein de la Bourse du travail de Ouagadougou avait été lancé mi-octobre par une quinzaine de syndicats burkinabè réunis dans un collectif, la Confédération générale des travailleurs du Burkina (CGT-B). La CGT-B avait d'ailleurs invité les autorités militaires à lever l'interdiction de manifester sur la voie publique, instaurée au lendemain de leur prise du pouvoir par un coup d'Etat en septembre 2022.